



**UNION EUROPEENNE**  
**DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE**  
**AUPRES DES NATIONS UNIES**

**COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL**  
**DES NATIONS UNIES**

**Débat de haut niveau**

**Forum pour la coopération en matière de développement**

**Discours liminaire de**

**Mr. Louis Michel**

**Commissaire européen en charge du Développement**  
**et de l'Aide Humanitaire**

**« Une nouvelle vision pour la coopération au développement**  
**au XXIème siècle »**

**New York, le 30 juin 2008**

Monsieur le Président

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint,

Mesdames, Messieurs les Ministres et Chefs de délégation

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Quand les objectifs du millénaire furent fixés en 2000, les moyens pour les atteindre n'avaient pas été identifiés. Depuis lors, le partenariat global pour le développement s'est progressivement mis en place, du moins sur papier. Le consensus de Monterrey sur le financement du développement, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et, en ce qui concerne l'Union européenne, les engagements pris dans le cadre du consensus européen pour le développement en 2005 en sont les vecteurs.

L'Union européenne a joué et entend continuer de jouer un rôle très actif à cet égard.

Malheureusement aujourd'hui, tous les rapports convergent. **Le niveau d'achèvement des objectifs du millénaire est largement en-deca des attentes. Cette situation est alarmante.** Des progrès notables ont pu être faits dans certains pays. Mais dans d'autres nous sommes encore très loin des cibles fixées. Des nouveaux défis, comme le changement climatique et la crise alimentaire, ajoutent à la difficulté.

Pour autant, il est encourageant de constater que les pays qui mettent en place des politiques cohérentes, volontaristes et systématiques, quand elles sont soutenues financièrement font reculer la pauvreté et progressent dans des

domaines comme la santé, l'éducation ou l'égalité entre les hommes et les femmes.

La vision existe. Nous savons ce qu'il faut faire. Mais nous ne le faisons pas assez. Et quand je dis « nous », j'entends bien sur les donateurs mais j'entends également les pays en voie de développement eux-mêmes dont la responsabilité première est évidente. Je mesure parfaitement le rôle et la responsabilité éthique du monde industrialisé et riche. Mais nous ne pouvons pas non plus ignorer l'influence décisive des politiques internes des pays partenaires (-> dialogue politique).

**Les grands rendez-vous de l'année 2008 – Accra, New York et Doha - doivent donc marquer un tournant décisif. L'année 2008 doit recréer une véritable opportunité pour repositionner nos stratégies et recadrer nos politiques de développement.**

C'est en se fondant sur cette conviction forte que les **Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne ont adopté il y a dix jours des conclusions très ambitieuses.**

S'agissant du **volume de l'aide d'abord.**

**L'UE a reconfirmé, au plus haut niveau politique, ses engagements financiers** à l'horizon 2010 et 2015 et les Etats Membres se sont engagés à établir des calendriers pluriannuels démontrant la faisabilité budgétaire de leur promesse.

A ce propos, je suis bien obligé de constater que **l'Union demeure de loin le partenaire le plus important** pour les pays en développement, contribuant à hauteur de 60% de l'aide mondiale. L'UE fournira en outre 90% de

l'accroissement d'aide internationale sur la période 2006-2010, et le même pourcentage de l'aide additionnelle à l'Afrique promise par le G8 à Gleneagles.

Cette situation est difficilement acceptable. **Il devient impératif qu'il y ait un partage équitable des efforts. Aujourd'hui, l'accroissement de l'aide internationale repose quasi exclusivement sur l'Union. C'est une réalité qui pose de plus en plus de problèmes à nos opinions publiques.**

La quantité de l'aide c'est important mais cela ne suffit pas. Nous ne pouvons plus longtemps éluder la question centrale de l'efficacité de l'aide.

L'accroissement de l'aide, la multiplicité de plus en plus grande des donateurs, l'émergence de nouveaux acteurs, la complexité des défis, une bureaucratisation aliénante fondée sur des règles et des procédures de moins en moins opérationnelles ont abouti à une banalisation technocratique et conservatrice de l'aide dont le politique, au sens noble du terme, est de plus en plus exclu.

L'architecture de l'aide n'est plus lisible par personne. Souvent nous avons nous-même des difficultés à nous retrouver dans les montages sophistiqués voir alambiqués que nos peurs de mal faire, notre souci de tout justifier, de tout garantir, ont induit.

L'accroissement de l'aide et la complexité de plus en plus grande de son architecture internationale exige de **revoir fondamentalement la façon dont cette aide est mise en œuvre.**

Je n'hésite pas à affirmer que l'aide est de plus en plus inadaptée. Nous manquons de réalisme. La mise en œuvre, de la décision à la réalisation finale, souffre en amont et en aval de dérives procédurières manichéistes frisant parfois le ridicule.

Les pays partenaires sont amenés à travailler sur base de règles multiples en fonction des législations spécifiques à chacun de leur donateur.

Les discours de tous les donateurs sont convergents. Il faut mieux diviser le travail. Mais quand on leur propose concrètement de le faire, les vieux réflexes égocentriques souverainistes reviennent.

J'y fais régulièrement référence mais ces chiffres sont marquants : Est-il normal

- Qu'en Tanzanie 600 projets de moins d'un million de \$ sont en cours d'exécution dans le seul domaine de la santé?
- Qu'au Kenya 20 donateurs se bousculent, uniquement pour acheter des médicaments et ils passent, pour ce faire, par 13 centrales d'achat différentes?
- Qu'au niveau mondial, il existe 56 bailleurs bilatéraux, 230 multilatéraux et il faut encore compter avec les multiples fondations?

De plus, on assiste, depuis quelques années, à une inflation des fonds verticaux. En effet, on a le sentiment que, dès qu'il y a un problème, la réponse se trouve dans la création d'un fonds vertical accompagné dans la plupart des cas d'une réallocation de fonds existants. Le changement climatique a, par exemple, déjà conduit à la création de 10 fonds verticaux qui font tous plus ou moins la même chose...

Nous assistons *de facto* à une véritable fragmentation, une "balkanisation" de l'aide publique au développement, c'est-à-dire à une réalité contraire aux principes pourtant proclamés dans toutes les conférences internationales comme l'appropriation et l'alignement.

Ceci n'est pas acceptable; d'autant plus que tous les bailleurs ont déjà signé la Déclaration de Paris qui nous fournit un cadre clair pour changer la façon de faire.

Plus qu'un bilan ou une revue à mi-parcours, la **conférence d'Accra est un test de crédibilité.**

Le sommet d'Accra doit forger une grande ambition, celle de passer enfin de la rhétorique à l'action. De nouveaux engagements de principe sont inutiles. Ré-ouvrir le débat sur la déclaration de Paris est tout aussi inutile. S'il reste des malentendus avec nos partenaires c'est le moment de les mettre a plat et de les dissiper une bonne fois pour toute.

**Le sommet d'Accra doit être très politique et très franc.**

Je vois quatre exigences sans lesquelles tout simplement, je l'affirme, nous ne réussissons pas.

- La **division du travail**, qui doit devenir une réalité concrète rapidement;
- L'**utilisation des systèmes pays**, dont l'aide budgétaire, sectorielle et générale, doit devenir l'instrument par excellence;
- La **gestion axée sur les résultats**. Cela impose de revoir la manière dont nous définissons les critères. On ne peut plus exiger que les pays partenaires s'approprient leurs stratégies de développement et fassent des choix politiques audacieux, tout en leur imposant des conditionnalités *a priori* ; ces conditionnalités limitent la marge d'action du gouvernement, notamment en matière de choix budgétaires

ou même de choix politiques comme la privatisation par exemple. En tant que libéral, je prône l'économie de marché mais je peux admettre qu'elle doit être encadrée, menée selon un rythme progressif, et qu'il n'est pas déraisonnable parfois d'en modaliser ou d'en exclure certains secteurs, notamment l'énergie ou l'agriculture;

- Enfin, la **prévisibilité de l'aide**. Au niveau des engagements, nous devons pousser pour une planification multi-annuelle des flux financiers. Au niveau des paiements, le Contrat OMD que j'ai proposé, constitue une réponse efficace et innovante, offrant une aide budgétaire de moyen terme axée sur des objectifs de résultats.

Au-delà de ces considérations centrales, essentielles, il faut une réponse immédiate à impact rapide pour atteindre les Objectifs du Millénaire.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union ont élaboré à cet égard un agenda d'action.

Cet Agenda d'action a été élaboré sur la base notamment des travaux du Groupe de Pilotage à Haut Niveau constitué à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies pour les OMD en Afrique.

Concrètement, cet Agenda identifie un certain nombre **d'objectifs intermédiaires à l'horizon 2010 en vue de la réalisation des OMD d'ici à 2015**. Il identifie ensuite des **exemples d'actions sectorielles** que l'Union compte entreprendre afin d'atteindre ces cibles intermédiaires, ainsi que des évaluations chiffrées de ce que cela impliquerait en termes d'augmentation du volume de l'aide européenne dans ces différents secteurs.

Ceci signifie par exemple, que dans le domaine de la **santé**, l'Union Européenne accroîtrait de 8 milliards d'euros ses financements, ce qui permettrait de contribuer à l'achat de 75 millions de moustiquaires, à sauver la vie de 4 millions d'enfants chaque année, à assurer que 21 millions d'accouchements soient réalisés par du personnel qualifié etc...

De même dans **l'éducation**, l'Union accroîtrait de 4,3 milliards d'euros ses financements en 2010, contribuant ainsi à l'accès de 25 millions d'enfants à l'école primaire et au recrutement et à la formation de 6 millions d'enseignants supplémentaires.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

**Il y a urgence.**

**Le monde en développement traverse aujourd'hui une crise grave.**

Une **crise alimentaire** d'abord, frappant durement les plus pauvres de la planète et mettant en péril des années de progrès social, financier, économique, voire politique.

**Face à cette crise, l'Europe a pris ses responsabilités.**

Dans le **court terme** d'abord. Après les premiers signes de crise nous avons augmenté considérablement notre budget en identifiant 550 millions de dollars pour 2008.

Et je compte faire plus encore. En effet, par delà l'urgence, **le moyen terme** est tout aussi crucial. Des ressources sont nécessaires pour aider les pays en

développement à faire face à la hausse des prix et notamment à assurer la préparation de la prochaine récolte en termes de semences et de fertilisants.

Enfin: même si les prix se stabilisent dans les mois à venir, l'impact de **cette crise alimentaire se fera sentir sur une longue période**. L'enjeu est – et cela fait maintenant plusieurs années que je le répète - de mettre en place des politiques qui accroissent de façon durable la productivité et la production dans le secteur agricole.

A cet égard des questions comme :

- L'organisation de la filière de production et de commercialisation
- L'accès aux terres
- L'accès aux intrants et aux semences
- La garantie des prix
- Les transferts technologiques
- Les infrastructures de désenclavement
- Le prix de l'énergie et de transport
- Les effets du changement climatique
- L'aménagement du territoire

sont autant de vecteurs qui interagissent et qui déterminent la capacité pour les pays pauvres de résoudre cette question existentielle, au sens propre et figuré.

On ne pourra pas non plus faire l'économie d'une clarification d'un certain nombre de débats comme l'opportunité et les conditions dans lesquelles il est bon de promouvoir les biocarburants. De même, il faudra sortir du blocage idéologique qui concerne les OGM.

Une **crise aussi** – de nature différente mais, toute aussi grave- **liée au changement climatique.**

Le monde vit un paradoxe effrayant. Ce sont les pays les plus pauvres qui sont le plus affectés par le changement climatique, alors que c'est le **monde développé, et de plus en plus les pays émergents, qui sont responsables** en grande partie de l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. C'est donc à eux qu'il appartient non seulement de conduire le combat pour réduire les émissions, mais aussi d'aider ces pays pauvres à s'adapter au changement climatique.

L'action doit être **collective.**

Elle doit aussi être **immédiate.**

J'ai la conviction profonde qu'il sera nécessaire, pour obtenir un accord à Copenhague, d'avoir un soutien fort des pays les plus pauvres et les plus vulnérables au changement climatique.

Ce soutien ne pourra être obtenu qu'en assurant à ces pays un **niveau de ressources pour l'adaptation** qui ne soit pas un simple recyclage de ressources d'Aide Publique au Développement déjà promises. Des **ressources innovantes** sont nécessaires et c'est tout le sens de mon appel que je renouvelle ici d'émission d'un emprunt global. Cet emprunt, basé sur le marché du carbone, consisterait à anticiper les revenus provenant en Europe de la mise aux enchères

de droits d'émission, et permettrait de mobiliser des ressources considérables pour lutter contre le changement climatique.

**Il est temps d'agir.**

Je voudrais pour conclure vous dire ma frustration et mon espoir.

Frustration, alors que les moyens techniques, financiers, humains n'ont jamais été aussi importants, devant l'incapacité de la communauté internationale à sortir une large partie du monde d'une pauvreté, exacerbée aujourd'hui sous le coup conjugué du changement climatique et de la crise des prix des produits alimentaires.

Mais aussi espoir dans le "POLITIQUE" qui, j'en suis convaincu, saura prendre conscience des défis auxquels nous sommes confrontés et impulsera le saut qualitatif nécessaire pour y répondre.